

[Texte]

Mr. Anguish: Mr. Chairman, I would like to go back to Mr. Mackay for a moment.

When you were looking at Centennial Towers, I understood from the testimony over the past couple of days, or for this week, that you were looking at that originally specifically for the security agency, because of their need for urgency. You agree now with Mr. Finn's comments that the amount of space you were dealing with was 20,200, or thereabouts, square metres. Is that right?

Mr. Mackay: I think as Mr. Finn said, at the time we were looking at this the requirement as they saw it was 28,000 square metres. It was only subsequent to the final dealings with the landlord that we were made aware that the space requirement would be somewhat less than that.

But I do not think that is very relevant, because it is still a sizeable chunk of space, and therefore, as we did point out in our Treasury Board submission, they would in fact be the prime tenant. We do not normally like to fill up a building completely with one tenant, otherwise it allows for no further expansion; and that is the trouble we have had, in many cases.

Mr. Anguish: Well, I think the amount of space is rather relevant, because the amount of space you ended up leasing over in Centennial Towers is 12,000 square metres more than what you admit is required by the security agency.

Mr. Mackay: What I am admitting to, very simply, is the fact that at the time of the investigation and analysis it was 28,000 square metres, not 20,000 square metres. Mr. Finn made the point that it was subsequent to the discussions we had on it and subsequent to the letter we both referred to that the figure was adjusted to a number lower than 28,000.

Mr. Anguish: How does that process take place, then? When someone requests space from you, they tell you how much space they need and then there is a negotiation process between yourself and the client?

Mr. Mackay: No. What happens is they go to the Treasury Board with a program submission, requesting the Treasury Board to approve their requirements for space. Treasury Board will then go through and analyse their submission to ensure that it meets all the rules of the game in terms of space requirements and in terms of common facilities such as conference rooms and that sort of thing, and it either agrees or disagrees with the submission from the program department, which in this case was the security agency. That process is done before Public Works actually will complete its agreement with the client as to its exact space requirements.

• 1045

Mr. Anguish: Well, Dr. Meyboom, at what time did you tell the security agency and Public Works that they did not require 28,750 sq. metres; they only required 20,200 sq. metres?

[Traduction]

M. Anguish: Monsieur le président, je voudrais revenir à M. Mackay, pour un instant.

Si je comprends bien votre témoignage de ces derniers jours, tout au long de cette semaine, vous avez tout d'abord envisagé de louer l'immeuble du Centenaire pour y installer les services de sécurité, parce qu'il était justement urgent de les loger. Convenez-vous maintenant avec M. Finn qu'il s'agissait d'une superficie d'environ 20 000 mètres carrés?

M. Mackay: Je pense, comme l'a dit M. Finn, que nous envisagions à l'époque une superficie de 28 000 mètres carrés. Ce n'est qu'après avoir conclu un accord avec le propriétaire qu'on nous a fait savoir que les besoins en superficie seraient moindres.

Mais je ne pense pas que ce détail soit important, puisqu'il s'agit quand même d'une superficie très considérable. Nous avons d'ailleurs précisé dans notre soumission au Conseil du Trésor que les services de sécurité seraient le locataire principal. Nous préférons en temps normal ne pas loger un seul locataire dans un édifice, puisque cela ne permet aucune expansion; c'est malheureusement le problème que nous avons eu dans plusieurs cas.

M. Anguish: Je pense au contraire que cette question de superficie est assez importante, puisque vous avez fini par louer, dans l'immeuble du Centenaire, des locaux d'une superficie de 12 000 mètres carrés de plus que ce que demandaient les services de sécurité, comme vous l'admettez vous-même.

M. Mackay: Ce que j'admets, tout simplement, c'est qu'au moment de l'enquête et de l'analyse des besoins, on parlait de 28 000 et non de 20 000 mètres carrés. M. Finn a souligné que c'est seulement après la conclusion des discussions et après réception de la lettre dont nous avons parlé que le chiffre de 28 000 mètres carrés a été rajusté à la baisse.

M. Anguish: Comment cela se passe-t-il, dans ce cas? Lorsque quelqu'un vous demande de lui trouver des locaux, vous dit-on quelle est la superficie requise et vous laissez-vous négocier vous-même avec le client?

M. Mackay: Non. Le client présente au Conseil du Trésor une proposition de programme pour faire approuver ses besoins de locaux. Le Conseil du Trésor parcourt ensuite et analyse cette soumission pour s'assurer qu'elle répond à toutes les règles du jeu, en ce qui concerne les besoins en locaux et en installations communes, comme des salles de conférence, etc. Puis, le Conseil du Trésor accepte ou non la proposition présentée par le ministère ou organisme en question, c'est-à-dire les services de sécurité dans le cas qui nous intéresse. Toute cette analyse doit se faire avant que les Travaux publics aient conclu un accord avec le client en matière de besoins exacts de locaux.

M. Anguish: Monsieur Meyboom, quand exactement avez-vous dit à l'agence de sécurité et aux Travaux publics qu'ils n'avaient pas vraiment besoin des 28,750 mètres carrés demandés mais seulement de 20,200 mètres carrés?